

# **Association FES ENYING, « Graine de Vie Cameroun**

## **STATUTS**

## **PREAMBULE**

Touchés par la déforestation à grande échelle en Afrique et notamment au Cameroun où les dernières forêts sont menacées de disparaître à court terme à cause de la propagation des feux illicites et du pillage incontrôlé des parcs et réserves forestières,

Conscients des multiples dégâts causés par les grandes entreprises internationales qui financent l'achat de bois exotiques issus de forêts protégées sans se soucier du reboisement;

Les membres fondateurs, soit :

-Monsieur **Frédéric DEBOUCHE**, Président Fondateur de Graine de Vie International, né à

[REDACTED]

- Monsieur **Martin François YOBOH**, né à

[REDACTED]

- Monsieur **Jacques MBEM**, chef d'entreprises,

[REDACTED]

- Monsieur **Franck Emmanuel MINDJA**,

Avons senti le besoin de nous regrouper en une Association régie par la loi n°90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association, dont la teneur des statuts suit :

## **TITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article1 : Constitution**

Il est créé en République du Cameroun, une association entre les adhérents aux présents statuts, et ceux qui y adhéreront ultérieurement, régie par la loi du n°90/053 du 19 Décembre 1990 portant sur la liberté d'association.

L'association s'interdit en son sein, toute discussion à caractère religieux ou tribal. L'association est à but non lucratif, apolitique, sans distinction de sexe, de race, de tribu, de culture ou de religion.

### **Article 2 : Dénomination**

(1) L'association prend la dénomination suivante : ASSOCIATION « **FES ENYING** ».

L'association reçoit l'autorisation de l'ONG GRAINE DE VIE asbl, ayant son siège en Belgique, d'utiliser la dénomination « GRAINE DE VIE – CAMEROUN » à la condition expresse que les membres et dirigeants de l'association camerounaise respectent en tous points la charte éthique de Graine de Vie. Cette autorisation a été donnée pour une année, et

sera tacitement reconduite année après année, sauf décision de GRAINE DE VIE asbl de mettre fin à cet accord dans les délais et selon les modalités convenues. Cette dénomination sera perdue en cas de manquements importants et/ou répétés à la charte éthique dont question ci-après par les membres et/ou dirigeants de l'association camerounaise ou si les membres et dirigeants de celle-ci menaient des activités en contradiction avec l'objet social de l'ONG internationale « GRAINE DE VIE ».

Elle a pour sigle :



### **Article 3 : Durée, Siège Social**

1. L'association est créée pour une durée de 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation prononcées en Assemblée Générale des membres.
2. Le siège social de l'association est fixé à Mbandjock, Haute-Sanaga Cameroun. Il pourra être transféré ailleurs sur proposition du conseil d'administration et ratification par les 2/3 des membres de l'assemblée générale. Des antennes pourront être créées dans les autres localités du Cameroun

### **Article 4 : Objectifs - Moyens d'action**

(1) L'association a pour objectifs :

- la protection des zones forestières
- l'aide au développement de la population via des programmes de plantations d'arbres de rente qui augmentent les ressources matérielles et alimentaires des villageois
- toute activité en rapport direct ou indirect avec le reboisement, e.a. la création de pépinières
- la formation et l'accompagnement des acteurs locaux
- la sensibilisation de la population à la protection de l'environnement
- la sensibilisation des entreprises à la réduction de l'impact carbone de leurs activités via l'élaboration de bilan carbone et de programme de compensation par la plantation d'arbres
- la recherche, ainsi que le partage et la publication des bonnes pratiques en matière de reforestation et du développement économique qui y est lié

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à la sienne.

Ce faisant, l'association contribuera à la réalisation des Objectifs de Développement Durables suivants :

1. Lutte contre la pauvreté
2. Lutte contre la faim
3. Education et formation
4. Travail décent
5. Lutte contre le réchauffement climatique
6. Vie terrestre
7. Partenariats

Toutes les activités liées à la protection et à la restauration forestière seront menées sous la supervision technique et en coordination avec l'ONG Graine de Vie.

#### **Article 5 : Ethique**

Dans le cadre de la poursuite de ses activités, les membres et dirigeants de l'association seront tenus :

1)- d'adapter le comportement de ses représentants et personnels sur place aux usages locaux.

2)- de respecter toute réglementation en vigueur dans le pays d'intervention.

3)- de toujours agir de façon impartiale et loyale.

4)- de ne pas conclure d'accords commerciaux ou autres avec des personnes physiques ou morales avec lesquelles ils entretiennent directement ou indirectement des relations personnelles ou économiques.

5)- de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18.06.1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

- de respecter les directives par lesquelles les normes fondamentales du travail de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du pays d'intervention. Si le pays d'intervention n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du pays d'intervention qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

6)- d'observer les règles de protection des données du pays partenaire lors de la collecte, du traitement ou de l'exploitation des données à caractère personnel qui sont nécessaires et indispensables à l'accomplissement des missions de l'association.

7)- d'appliquer et de faire appliquer au sein de l'association et de ses partenaires la Charte de l'ONU, publiée en 2017, relative à la Protection contre l'exploitation et les abus sexuels

#### **Article 6 : Ressources**

Les ressources de l'association sont constituées des :

- Dons, legs et subventions.
- Cotisations
- Emprunts

#### **Article 7 : Composition**

(1) L'association se compose : – du collège des membres actifs ; – du collège des membres sympathisants ; – du collège des membres d'honneur.

Les membres des deux premiers collèges ont le droit de voter aux assemblées générales dans les conditions fixées à l'article 13 des présents statuts. Seuls les membres du collège des actifs sont éligibles.

(2) Pour être admis comme membres actifs ou sympathisants, il faut :

- formuler et signer une demande écrite ;
- accepter intégralement les statuts et le règlement intérieur de l'association ;
- être accepté par le conseil d'administration qui en cas de refus, n'aura pas à en faire connaître les raisons ;
- s'engager à prendre des responsabilités actives et à participer aux activités de l'association ;
- acquitter les droits d'adhésion et une cotisation annuelle dont le montant sera fixé lors de l'Assemblée Générale.

(3) les membres d'honneur sont des personnes physiques ou morales ayant rendu des services signalés à l'association ou ayant participé au rayonnement de l'association. Ils sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du bureau exécutif. Les membres d'honneur prennent part aux travaux de l'assemblée générale sans voix délibérative. Ils ne sont ni électeurs, ni éligibles.

#### **Article 8 : Perte de la qualité de membre / Suspension**

(1) La qualité de membre se perd : par démission écrite ; par décès ; par exclusion prononcée par le conseil d'administration de l'association pour les motifs suivants :

♣ attitudes ou agissements contraires aux statuts ou à la charge éthique et pour tout autre motif grave laissé à l'appréciation du conseil d'administration, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée avec accusé de réception, à fournir des explications écrites ;

♣ radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation quatre(4) mois après l'échéance de celle-ci ;

– par suspension.

(2) S'il le juge opportun, le conseil d'administration peut décider, pour les mêmes motifs que ceux indiqués ci-dessus, la suspension temporaire d'un membre plutôt que son exclusion. Cette décision implique la perte de la qualité de membre et du droit de participer à la vie sociale, pendant toute la durée de la suspension, telle que déterminée par le conseil d'administration dans sa décision. Si le membre suspendu est investi de fonctions électives, la suspension entraîne également la cessation de son mandat.

#### **Article 9 : Administration.**

1) L'association est administrée par le conseil d'administration composé des membres fondateurs et d'autres membres élus par l'assemblée générale. Parmi ces membres, est élu un bureau exécutif composé de : – Un(e) Président(e) – Un(e) ou plusieurs vice-président(e)s – Un(e) Secrétaire général(e) – Un(e) Secrétaire général(e) adjoint(e) – Un(e) Trésorier(e) – Un(e) Trésorier adjoint(e) – Un Commissaire aux comptes – Trois conseillers(ères)

(2) Le bureau exécutif est élu pour un mandat de quatre (4) ans, il est rééligible.

(3) La création d'autres postes dans le bureau exécutif et dans d'autres localités est envisageable sur proposition du conseil d'administration et ratification par les 2/3 des membres de l'assemblée générale.

#### **Article 10 : Réunion du bureau exécutif**

Le bureau exécutif se réunit au moins quatre(4) fois par an ou aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association.

#### **Article 11 : Réunion du conseil d'administration**

(1) Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président ou sur la demande de la moitié de ses membres ou aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association, ou au moins une fois par an. La présence des deux tiers des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations ; si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion du conseil d'administration, ce dernier sera convoqué à nouveau à quinze (15) jours d'intervalle, et il pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ;

(2) Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés ; les membres qui s'abstiennent lors du vote sont considérés comme repoussant les propositions du vote ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

(3) Tout membre du conseil d'administration qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire sauf sur présentation de justificatif valable accepté par le conseil d'administration.

(4) Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès –verbaux sont rédigés par le secrétaire général et signés par le Président et deux autres membres du conseil d'administration désignés par le Président. Ils sont transcrits sur un registre coté et paraphé par le Président.

### **Article 12 : Pouvoirs du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous les actes ou opérations dans la limite de son objet et qui ne sont pas du ressort de l'assemblée générale. Il autorise le Président à agir en justice, Il arrête le budget et les comptes annuels de l'association. Cette énumération n'est pas limitative. Il peut faire toute délégation de pouvoirs pour une question déterminée et un temps limité.

### **Article 13 : Assemblée générale**

(1) L'assemblée générale comprend tous les membres. Elle se réunit au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice et chaque fois qu'elle est convoquée par le Président, le conseil d'administration ou sur la demande d'au moins 2/3 des membres constituant l'assemblée générale dont au moins trois (3) membres du bureau exécutif.

(2) L'ordre du jour est réglé par le conseil d'administration. Le bureau de l'assemblée générale est celui du conseil d'administration. Le Président préside, expose la situation morale de l'association et rend compte de l'activité de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée générale.

(3) L'assemblée générale : – délibère sur les rapports de la gestion du conseil d'administration ; – délibère sur la situation morale et financière de l'association ; – approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les seules questions inscrites à l'ordre du jour ; – procède à l'élection des nouveaux membres du conseil d'administration et du bureau exécutif et ratifie les nominations effectuées à titre provisoire ; – autorise la conclusion des actes ou opérations qui excèdent les pouvoirs du conseil d'administration. En outre, elle délibère sur toutes les questions portées à l'ordre du jour à la demande des 2/3 des membres de l'association, déposée au secrétariat général dix jours au moins avant la réunion. Les membres convoqués régulièrement peuvent être représentés par un autre membre par procuration écrite et signée.

(4) Un membre ne peut être porteur que d'un mandat de représentation au cours des réunions ou des votes. Les convocations sont envoyées par lettres recommandées, annonces ou affichages, ou par contact téléphonique au moins 15 (quinze) jours avant la date fixée pour la réunion et indiquent l'ordre du jour arrêté par le Président ou par les membres du conseil d'administration.

(5) Une feuille de présence sera émarginée par chaque participant et certifiée par le bureau exécutif.

(6) Les décisions en assemblée générale sont prises à la main levée ou au bulletin secret et à la majorité absolue des membres présents dont au moins 2/3 du conseil d'administration.

(7) Le Scrutin secret peut être demandé soit par le conseil d'administration, soit par 2/3 des membres présents. Le bulletin secret est obligatoire lors des votes sur les personnes.

(8) Les décisions en assemblée générale sont adoptées si elles obtiennent simultanément la majorité absolue : – d'une part des membres présents ou représentés des deux collèges confondus ; – et d'autre part de celle des membres présents et représentés du collège des membres actifs.

(9) Les membres qui s'abstiennent lors du vote sont considérés comme repoussant les propositions mises en vote.

#### **Article 14 : Assemblée générale extraordinaire**

(1) L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, décider de sa fusion avec d'autres associations ou sa transformation. Elle peut également se prononcer sur toute autre décision qui engage la vie de l'association.

(2) Une telle assemblée devra être composée de 2/3 au moins des membres. Il devra être statué à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou représentés dont au moins 1/3 des membres du conseil d'administration. Une feuille de présence sera émarginée et certifiée par les membres du bureau exécutif.

(3) Si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion de l'assemblée, sur la première convocation, l'assemblée sera convoquée à nouveau à 15 (quinze) jours d'intervalle et, lors de cette nouvelle réunion, elle pourra valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

#### **Article 15 : Les procès-verbaux**

Les délibérations des assemblées sont constatées sur des procès –verbaux contenant le résumé des débats, textes des délibérations et le résultat des votes. Les procès –verbaux sont retranscrits, sans blanc ni rature, dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations de l'association, préalablement coté et paraphé par la Président. Les procès –verbaux des délibérations sont rédigés par le secrétaire général et signés par le Président et un autre membre du conseil d'administration. Le secrétaire général peut délivrer toutes copies certifiées conformes qui font foi vis-à-vis des tiers.

#### **Article 16 : Dissolution**

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'assemblée générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 14. L'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation. Lors de la clôture de la liquidation, l'assemblée générale extraordinaire se prononce sur la dévolution de l'actif net au profit de toutes associations déclarées de son choix ayant un objet similaire.



**Article 17 : Les ressources**

Les ressources de l'association sont toutes celles qui ne sont pas interdites par les lois et règlements en vigueur.

**Article 18 : Règlement intérieur**

Le conseil d'administration pourra, s'il le juge nécessaire, arrêter le texte d'un règlement intérieur, qui détermine les détails d'exécution des présents statuts. Ce règlement sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale, ainsi que ses modifications éventuelles.

**Article 19 : Formalités**

Le Président, au nom du conseil d'administration, est chargé de remplir toutes formalités de déclarations et de publications prescrites par les lois et règlements de la République. Ce document relatif aux statuts de l'association comporte 9 (neuf) pages, ainsi que 19 (dix neuf) articles.

Fait à Mbandjock le 20 septembre 2021

